



La route des Mayas

Guatemala / Honduras

du 19/02 au 05/03/2023

**Une ex-procureure anticorruption condamnée
à quatre ans de prison au Guatemala**



Une ex-procureure du Parquet spécial contre l'impunité (FECI), Virginia Laparra, à l'annonce de sa condamnation à quatre ans de prison, à Quezaltenango (Guatemala), le 16 décembre 2022. JOHAN ORDONEZ / AFP

La répression contre les magistrats anticorruption a franchi un nouveau cap, vendredi 16 décembre, au Guatemala. Une ex-procureure du Parquet spécial contre l'impunité (FECI), Virginia Laparra, a été condamnée à quatre ans de prison pour abus d'autorité, à l'issue d'un procès que de nombreux organismes de défense des droits humains ont décrit comme une « vengeance » des élites corrompues qu'elle avait poursuivies. « Le verdict est néfaste pour le faible Etat de droit du Guatemala, a assuré sur Twitter l'ancienne procureure générale Thelma Aldana, elle-même exilée à Washington depuis 2019. C'est un précédent qui démontre la criminalisation et la persécution contre les personnes qui luttent contre la corruption. » Mme Laparra a quitté le tribunal, menottée, tandis qu'une cinquantaine de ses partisans scandaient « Virginia est innocente » et « dehors les corrompus ». Le parquet avait requis huit ans de prison contre elle. Depuis son arrestation, le 23 février, elle est enfermée dans la prison Mariscal Zavala, où elle n'a accès à la lumière du jour qu'une heure par jour.

Accusée d'« abus de pouvoir » pour avoir dénoncé un juge

Cette avocate de 42 ans, qui a dirigé l'antenne du FECI dans la ville de Quezaltenango (à 200 kilomètres à l'ouest de la capitale, Guatemala) entre 2014 et 2020, était accusée d'« abus de pouvoir » pour avoir, « pour des motifs personnels », dénoncé des agissements d'un juge qui lui semblaient contrevenir au droit. Le FECI est un parquet spécial créé en 2008 au sein du ministère public pour collaborer avec la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig). Cet organisme avait été mis en place un an plus tôt par l'ONU pour aider le pays à lutter contre le fléau de la corruption. Avec le FECI, la Cicig a réussi à démanteler

soixante structures criminelles et à faire arrêter des dizaines de politiciens, militaires, chefs d'entreprise, considérés jusque-là comme intouchables. En tête, le propre président du pays, Otto Perez Molina (2012-2015), et sa vice-présidente, Roxana Baldetti, avaient été contraints à la démission à la suite d'une enquête de la Cicig, appelée « La Linea », pour association illicite et fraude sur les revenus douaniers. Tous deux viennent d'être condamnés, le 7 décembre, à seize ans de prison, après onze mois de procès. Mais lorsque, en 2017, la Cicig s'est attaquée aux proches du président Jimmy Morales (2016-2020), élu après la démission de M. Perez Molina, puis au chef de l'Etat lui-même, soupçonné de détournement de fonds pour financer sa campagne électorale, celui-ci a décidé de mettre un terme à la mission de l'organisme et d'expulser les fonctionnaires de l'ONU.

Cabale contre les anciens procureurs et enquêteurs

Depuis lors, la successeur de Mme Aldana à la tête du ministère public, Consuelo Porras, proche des élites mises en cause, mène une cabale contre les anciens procureurs et enquêteurs du FECI et de la Cicig et contre les juges indépendants qui ont collaboré avec ces deux organismes. Plus d'une vingtaine d'entre eux, dont l'ex-chef du FECI, Juan Francisco Sandoval – destitué en juillet 2021 par Consuelo Porras –, ont dû quitter le pays ces derniers mois pour échapper aux poursuites, tandis que six autres se trouvent en prison pour obstruction à la justice et d'abus d'autorité. Washington a inscrit Consuelo Porras ainsi que l'actuel chef du FECI, Rafael Curruchiche, sur une liste de fonctionnaires centraméricains corrompus, la liste Engel, pour avoir, selon le département d'Etat américain, « entravé et sapé des enquêtes anticorruption au Guatemala ». La procureur générale a été reconduite en mai pour un nouveau mandat de quatre ans par le président Alejandro Giammattei. Une des parties plaignantes contre Virginia Laparra est la Fondation contre le terrorisme, connue pour avoir défendu des politiciens guatémaltèques accusés de corruption et des officiers de l'armée accusés de crimes pendant la guerre civile (1960-1996). Trois des membres de cette organisation ont également été inclus sur la liste Engel en 2021.

Le département d'Etat américain « profondément préoccupé »

Lors de son procès, Mme Laparra a été contrainte de renoncer à un témoignage-clé, celui de son ancien chef au FECI, Juan Francisco Sandoval. La juge a accepté qu'il compare, sous condition que M. Sandoval, exilé aux Etats-Unis, témoigne en visioconférence depuis le consulat du Guatemala à Washington, ce qui représentait un risque qu'il y soit arrêté. Après la lecture du verdict, Virginia Laparra a dénoncé « un précédent terrible car plus jamais un procureur n'osera déposer plainte ». Sa condamnation à quatre ans de prison « est une évidente persécution motivée par une volonté de vengeance », a estimé Juan Pappier, de l'organisation Human Rights Watch, tandis que la directrice d'Amnesty International pour les Amériques, Erika Guevara Rosas, a considéré que Mme Laparra est « une prisonnière d'opinion qui paie le prix fort pour son travail de procureure anticorruption ». « Elle doit être libérée immédiatement et sans condition », a ajouté Mme Guevara Rosas. Le porte-parole du département d'Etat américain, Ned Price, s'est dit « profondément préoccupé par la sentence », avant d'ajouter que « les poursuites ciblées contre des acteurs de la justice et des médias sapent l'Etat de droit, la démocratie et la prospérité du Guatemala ».

Angeline Montoya

https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/17/une-ex-procureure-anticorruption-condamnee-a-quatre-ans-de-prison-au-guatemala_6154891_3210.html